

Barrages et bagarres autour du site de la future centrale nucléaire de Plogoff

De notre correspondant

Quimper. — Des heurts violents ont opposé, ce jeudi matin 31 janvier, plusieurs centaines d'habitants des communes proches de Plogoff (dans le Finistère) aux importantes forces de l'ordre escortant les camionnettes baptisées « mairies-annexes » que la préfecture voulait installer dans les quatre communes où doit se dérouler du 31 janvier au 14 mars, l'enquête publique sur la centrale nucléaire de Plogoff.

A l'approche des forces de l'ordre, les manifestants ont mis le feu à des barrages de pneus usagés et entassés sur la route de vieilles machines agricoles. Les gendarmes mobiles équipés de bulldozers et de blindés légers ont dégagé la voie, et la mairie annexe de Plogoff a pu s'installer dans le village. Mais, au moment du dégagement de la route, de dures bagarres ont opposé agriculteurs et gendarmes. Il y aurait quelques blessés légers. Dans les autres localités concernées par l'enquête publique, Primelin, Goulien et Cleden-Cap-Sizun, des barricades avaient aussi été élevées, mais il n'y a pas eu de véritable affrontement.

L'effervescence autour du projet de centrale nucléaire grandissait depuis plusieurs semaines dans les communes proches de Plogoff.

Mercredi 30 janvier déjà, soit

la veille de l'ouverture de l'enquête d'utilité publique, les dossiers, emportés le matin même, avaient servi à alimenter le brasier, tandis que le glas sonnait au clocher de l'église. Puis le maire, M. Jean-Marie Kerloc'h, s'écriait : *« Le temps n'est plus au discours. Nous nous battons depuis cinq ans. C'est à partir d'aujourd'hui que commence l'épreuve de force voulue par les pouvoirs publics. On veut nous imposer une enquête bidon. Nous sommes déterminés et nous le prouverons ».*

Un rassemblement, auquel ont appelé à participer les partis de gauche et les syndicats, devait avoir lieu ce jeudi après-midi. Toutefois, c'est dimanche prochain qu'est attendue la plus grande manifestation.

Un communiqué de la préfecture

Jeudi en fin de matinée, la préfecture du Finistère a justifié l'intervention de la gendarmerie en déclarant : *« Le bon déroulement de l'enquête publique pour la construction de la centrale nucléaire était indispensable à l'exercice de la liberté d'information et de la liberté d'expression. »*

JEAN LE NAOUR.